

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
80 · Mars 2016
AZB 3001 Berne



Politique des âges et des générations

Voilà un des enjeux majeurs des années à venir... Si les questions « de sous » sont naturellement incontournables, elles ne doivent pas masquer d'autres éléments essentiels, qui touchent l'ensemble des générations. Jean-Pierre Fragnière, professeur en sciences sociales et pédagogiques, lance les pistes nécessaires de réflexions. Page 6

POUR L'ÉGALITÉ SALARIALE

Le féminisme n'est-il une préoccupation que de femmes? Evidemment non; Anita Balz, secrétaire générale des Femmes socialistes revient sur l'appel pour l'égalité salariale lancée par des hommes élus et emmenés dans ce combat par Mathias Reynard, conseiller national (VS). Page 11

CULTURE – FIFF

La rubrique culturelle se penche aujourd'hui sur le Festival international du film de Fribourg (FIFF) et sa trentième édition, avec un entretien accordé par Giovanna Garghentini Python, nouvelle directrice administrative de l'incontournable festival en terres « dzodzettes ». Page 5

L'hôtellerie-restauration a besoin d'EUX!

Oui bien sûr...
le nettoyage final est compris
dans le prix de la chambre...
mais avec le contingentement,
le personnel d'étage a été balayé!

**L'hôtellerie-restauration dépend
des collaborateurs étrangers –
aujourd'hui et demain!**

**Pour une mise en œuvre flexible
de l'initiative contre l'immigration
de masse!**

Plus d'infos sur le thème: www.gastrosuisse.ch



GASTRO SUISSE

Conférence du PS européen

POUR UNE POLITIQUE MIGRATOIRE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

Samedi, 21 mai 2016, 10 h. 30 à 16 h. 30
Centre culturel PROGR, Berne

L'union européenne se voit confrontée à la plus grosse crise migratoire de son histoire. Encore jamais auparavant autant de personnes en détresse n'avaient pris la route de l'Europe. Nous avons la responsabilité morale et juridique de garantir la protection à ces réfugié-e-s. Les forces progressistes d'Europe, notamment le Parti socialiste européen (PSE), considèrent de leur devoir d'éclairer cette crise sous divers angles et de tenter d'y apporter des solutions communes en s'appuyant sur nos valeurs que sont l'humanité, la solidarité, l'égalité et une répartition équitable des responsabilités. La Suisse, de par son statut de membre associé des accords de Schengen et Dublin, de par sa situation géographique et de par ses relations historiques et culturelles, fait partie intégrante des énormes défis auxquels l'UE est aujourd'hui confrontée. Le PS Suisse a donc décidé de se faire hôte d'une grande conférence politique tenue par le PS Europe le 21 mai à Berne, où nous pourrons ensemble envisager les perspectives d'une politique européenne commune de migration.

Inscrivez-vous auprès de pes@pssuisse.ch



L'IMAGE DU MOIS

C'est sans le vouloir que le président de la Confédération, Johann Schneider-Ammann a vu son image faire le tour du monde. Du « petit journal » de Canal+ au Washington Post, en passant par D8 ou encore des chaînes belges, rares auront été les président-e-s de la Confédération à connaître un tel succès planétaire par le passé.

En cause? Une simple allocution officielle traditionnelle, retransmise lors de la journée des malades. Le thème retenu pour en parler? Le rire... Jusque-là, tout pourrait se dérouler au mieux, mais lorsque le ministre de l'économie aborde cette question du rire dans un français tout particulièrement fédéral pour l'occasion, l'on hésite tout d'abord, pensant à l'un de ces nombreux montages que l'on retrouve sur Internet. Mais non, il n'en est rien; il s'agit bien de l'allocution de la journée des malades dans toute son officialité. En effet, trois minutes de dissertation sur l'importance du rire pour les personnes malades et leur entourage, sur ses bénéfices pour la santé, sans un seul sourire, pas l'ombre d'un rictus, dans une expression totalement figée et une élocution laborieuse.

Alors l'exercice est réussi, certes bien malgré lui, car le président de la Confédération, à défaut d'avoir pu parler de manière convaincue du rire, aura su l'amener jusque dans les maisons, les hôpitaux, les établissements médicaux-sociaux et, surtout, dans le monde entier.



« Le fond de la corbeille »

Nombre d'entre vous se souviennent probablement de cette émission satirique hebdomadaire de la TSR, qui animait nos soirées sur le petit écran avec, notamment, Lova Golovtchiner. Après 14 ans des très bons et loyaux services, la diffusion a cessé juste avant les fêtes de Noël 2003.

Quel est donc le lien entre cet éditorial et une émission dont je n'ai plus entendu parlé depuis plus de 10 ans ? En regardant le 19:30 la semaine passée, ce titre d'émission a sonné comme une évidence : « le fond de la corbeille ».

Un reportage sur la campagne présidentielle américaine montrait les excès de celle-ci, tant dans le choix du vocabulaire utilisé par les prétendant-e-s à la Maison blanche, que dans les méthodes utilisées par les militant-e-s de part et d'autre.

En la matière, Donald Trump semble, et de loin, mériter la palme avec mention du plus grand « injurier ». Ceci à un tel point que le Washington Post a choisi de relater en vidéo l'essentiel de ses attaques contre ses adversaires, mais également contre nombre de journalistes, de politiques ou tout simplement de personnes ayant eu le toupet de lui résister (comme les électrices et électeurs de l'Iowa par exemple).

Les démocrates, qui n'ont pourtant pas toujours fait montre de courtoisie, ont beau jeu d'ame-ner un débat d'un fond différent de celui de la corbeille justement, s'écharpant certes, mais sur du contenu.

A l'heure où des rassemblements doivent être annulés suite à des heurts violents et où les insultes deviennent monnaie courante dans une campagne qui va durer encore de longs mois, même le président Obama a dû sortir de sa réserve, pour appeler à une élévation du niveau des débats : « Ceux qui convoitent un mandat doivent se concentrer sur ce qui peut être amélioré ; pas sur des injures, des railleries de cours d'école et sur des histoires sans intérêt, inventées de toutes pièces ». Vivement le mois de décembre.

Gaël Bourgeois, rédacteur en chef

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse, Spitalgasse 34, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction Gaël Bourgeois, Nadège Pillier
Production Atelier Bläuer, Berne



Nous pouvons croire à une autre Suisse. Merci !



Flavia Wasserfallen
co-secrétaire
générale

Le choc fut puissant. L'initiative sur le renvoi en 2010 avait trouvé une majorité puis, le 9 février 2014, celle sur l'initiative contre l'immigration de masse avait elle aussi été acceptée. L'UDC, parti populiste de droite, dont l'électorat représente 30% des votant-e-s, avait réussi à obtenir la majorité sur son thème de prédilection : la lutte contre les étrangères et étrangers. A la fin de l'année dernière, c'est avec une part de résignation que nous avons constaté que l'initiative de mise en œuvre comptait une grande avance dans les sondages, avec 66% d'avis favorables. A ce moment-là, on ne donnait pas cher d'une victoire. Les milieux économiques avaient placé leur argent dans le combat contre l'initiative de la Jeunesse socialiste sur la spéculation alimentaire et le PDC avait bien assez à faire avec sa propre initiative. Lors de leurs séances de coordination, le PS et le PLR ont donc dû faire au mieux avec les ressources dont ils disposaient. Le PS a été critiqué : il n'aurait pas assez investi pour rivaliser avec les millions de l'UDC. Mais si l'argent n'existe pas, on ne peut pas l'inventer. Ça, c'était en 2015. Puis, il y a eu une onde de choc dans la société civile. D'innombrables comités, appels et déclarations publiques ont fleuri de toutes parts. Le manifeste d'Hans Stöckli ainsi que « l'appel urgent » initié par Paul Rechsteiner ont été particulièrement percutants. Mon coiffeur avait affiché un poster d'Alex Capus avec inscrit, en grosses lettres rouges, « l'Etat de droit est en danger », mon médecin de famille

m'avait écrit ainsi qu'à toutes ses patientes et tous ses patients pour nous demander de rejeter l'initiative de mise en œuvre. La mobilisation s'est même retrouvée parmi les sportifs, où les déclarations politiques se font pourtant rares depuis le temps d'Alain Sutter, avec un hockeyeur (!) qui a fait preuve de courage en prenant publiquement position, ceci bien que son club soit financé par des mécènes de l'UDC.

Et tout ceci a marché ! L'UDC a été terrassée. Grâce à des dizaines de milliers de citoyennes et citoyens qui, en se mobilisant pour le NON, ont contribué à cette victoire importante. Grâce aux membres du PS, qui ont distribué plus d'un million de journaux de votations. Grâce au PS Migrant-e-s, qui a produit et distribué plus de 100 000 flyers dans douze différentes langues. Grâce à Hans Stöckli et Paul Rechsteiner, qui ont donné l'impulsion à cette large mobilisation.

Nous devons à présent faire en sorte que cette mobilisation et son effet positif perdurent. Ainsi, nous pourrions à nouveau remettre l'UDC à sa place sur ses thèmes de prédilection : l'alimentation permanente des problèmes et la lutte contre les réfugié-e-s. L'UDC est seul à mener bataille contre la révision de la loi sur l'asile, une révision qui permettrait d'une part d'accélérer les procédures d'asile et d'autre part de renforcer la protection des droits, comme le demande le PS depuis des années. Une autre victoire est donc importante, et nous pouvons y croire. Nous pouvons croire à une autre Suisse.



KRIS KRÜG

La Bolivie devra trouver un remplaçant à « son » Evo

Des champs de coca au palais présidentiel

L'engagement d'Evo Morales Ayma a commencé par la lutte pour les droits des paysans cultivateurs de coca, dont il faisait lui-même partie. Son désir de justice sociale et son combat contre les Etats-Unis l'ont conduit jusqu'à la plus haute fonction de l'Etat. Ainsi, en 2006, il accède à la Présidence après la chute des néo-libéraux. Une décennie plus tard, le pays a un nouveau nom (l'Etat plurinational de Bolivie), une nouvelle Constitution et une nouvelle santé économique. C'est en nationalisant les entreprises exploitantes de gaz, la plus importante ressource du pays, qu'il a obtenu ce succès. La pauvreté extrême a diminué et les relations interethniques se sont améliorées. De nouvelles infrastructures ont vu le jour, comme une autoroute reliant les pôles économiques du pays ou un téléphérique dans la capitale montagneuse de la Paz. Mais la véritable nouveauté en Bolivie, c'est la figure d'Evo, ce premier président indigène, qui préfère les pulls en laine d'alpaga aux complets-cravate.

Un référendum permettant de rester au pouvoir

Cela fait déjà 10 ans que le dirigeant socialiste est au pouvoir. A présent, il n'a plus le droit de briguer un autre mandat. Pourtant, Evo est à l'aise dans ce rôle et souhaiterait y rester. Pour ce faire, il a lancé un référendum constitutionnel invitant le peuple bolivien à décider s'ils voulaient ou non lui accorder le droit de se représenter à la Présidence. C'est donc ce 21 février dernier que les Boliviennes et Boliviens se sont rendus aux urnes pour y déposer un « sí » ou un « no ». Et c'est en constatant que le « non » l'a emporté de

justesse par 51,3 % que le président a accusé sa première défaite électorale. Comment un président si populaire, ayant obtenu des succès économiques indéniables et ayant fait avancer socialement son pays, peut-il être ainsi contredit dans les urnes ?

Corruption et trafic d'influence

La perte de soutien d'Evo est en partie imputable aux cas de corruption qui lui sont reprochés. Mais ce qui a probablement fait pencher la balance, c'est le feuilleton « Zapata ». Peu avant le vote, un journaliste révèle l'existence d'un fils que Morales – qui n'est pas marié – aurait eu en 2007 avec une certaine Gabriela Zapata. Le président se défend en affirmant qu'il croyait l'enfant mort et qu'il n'aurait jamais revu la mère. Or, celle-ci est à la tête d'une grande entreprise chinoise avec laquelle le gouvernement bolivien a des contrats à hauteur de 500 millions de dollars. Le soupçon de trafic d'influence pèse lourd et, suite à toutes ces révélations, la jeune femme a été interpellée. Elle est actuellement en cours de jugement pour enrichissement illicite. Ce qui est advenu de l'enfant reste un mystère. Concernant cette affaire, Morales dénonce une « guerre sale » que ses adversaires ont menée sur les réseaux sociaux.

L'ombre du caudillisme

Cependant, la vie sentimentale de Morales n'est pas le seul déterminant de son destin politique. L'ombre du caudillisme, qui plane sur les peuples d'Amérique latine depuis le temps du Mexicain Porfirio Díaz, n'est certainement pas anodine. Aussi positifs que peuvent être les résultats des premières années de pouvoir, rester trop longtemps en place a rare-



Nadège Piller, collaboratrice romande au PS Suisse

« Evo mérite que l'on se souvienne de lui comme le premier président indigène de la Bolivie, artisan du grand changement social et économique du pays. »

ment été bénéfique. Ainsi, Michelle Bachelet a vu son deuxième mandat entaché d'affaires de corruption, le Brésilien Lula, après avoir terminé ses deux mandats, risque actuellement la prison et Alberto Fujimori, qui avait gouverné le Pérou pendant 10 ans, assiste aujourd'hui derrière les barreaux à la campagne présidentielle de sa propre fille. Il est donc légitime que le peuple voit dans des réélections, qui tendent à concentrer les pouvoirs dans les mains d'une seule personne, un danger pour la démocratie.

Quatre ans avant le changement

En somme, le problème d'Evo est qu'il confond son propre destin avec celui de la Bolivie. Or, comme l'a écrit sur twitter l'ex-président Carlos Mesa « ce qu'a voulu dire le vote des Boliviens, c'est qu'il n'y a pas de personne indispensable, il n'y a que des causes indispensables ». Espérons que ce non renforce la volonté du président Morales, encore en poste pour quatre ans, de continuer à défendre au mieux les causes pour lesquelles il s'est toujours battu. Oublions son acharnement à rester au pouvoir et les scandales autour de ce référendum. Evo mérite que l'on se souvienne de lui comme le premier président indigène de la Bolivie, artisan du grand changement social et économique du pays.

La question de l'avenir

Ayant reconnu sans attendre ce vote populaire, Evo, qui vivait pour et par la Bolivie, ne sera plus président en 2020. « Je n'abandonnerai jamais mes principes et je continuerai la lutte depuis en bas. J'adorerais être dirigeant sportif, car j'adore le sport », a-t-il révélé à une interview au journal El País.

Les femmes à l'honneur au FIFF

CHAQUE ANNÉE, À LA FIN DE L'HIVER, LA VILLE DE FRIBOURG EST EN EFFERVESCENCE DURANT LA DIZAINE DE JOURS QUE DURE LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM (FIFF). LA 30^E ÉDITION DE CET ÉVÉNEMENT CULTUREL, QUI S'EST TERMINÉE CE 19 MARS, ÉTAIT DÉDIÉE AUX FEMMES. C'EST LA SOCIALISTE GIOVANNA GARGHENTINI PYTHON, GENEVOISE ORIGINAIRE D'ITALIE ET ÉTABLIE À FRIBOURG, QUI A REPRIS CETTE ANNÉE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE DU FESTIVAL. CETTE CAMARADE ENGAGÉE EST ÉLUE AU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA VILLE DE FRIBOURG ET DÉPUTÉE AU GRAND CONSEIL DU CANTON. AYANT TOUJOURS TRAVAILLÉ DANS LE MILIEU ASSOCIATIF, ELLE A NOTAMMENT DIRIGÉ « ESPACEFEMMES-FRAUENRAUM » À FRIBOURG. POUR SOCIALISTES, ELLE EXPLIQUE SON NOUVEAU RÔLE AU SEIN DU FIFF. Propos recueillis par Nadège Piller

Depuis janvier, tu es directrice administrative du FIFF. Qu'est-ce qui t'a motivée à commencer cette nouvelle aventure ?

J'ai besoin de m'engager dans des projets auxquels je crois et dans lesquels je peux m'investir à plus de 100 %. Le FIFF étant une association qui m'attirait depuis de nombreuses années, je n'ai pas hésité à postuler quand j'ai vu qu'il y avait une place qui correspondait à mes compétences.

Quels sont les principaux défis qui t'attendent dans ce nouveau rôle ?

L'essentiel du travail se situe au niveau de la recherche de fonds auprès des sponsors. Il y a aussi la gestion du personnel. Nous sommes un grand festival et nous n'avons pas forcément toutes les ressources dont nous aurions besoin. Heureusement, nous avons beaucoup de bénévoles. Selon toi, qu'est-ce qui peut pousser autant de monde à s'inscrire comme bénévole et à donner ainsi de son temps ?

Si l'on peut compter sur l'engagement de nos bénévoles, c'est que le FIFF est un beau festival, à taille humaine. Des pointures telles qu'Eric Cantona ou Charles Aznavour y viennent et le public ou les bénévoles peuvent les aborder facilement, sans chichi. Beaucoup de jeunes s'engagent aussi car ils gardent un bon souvenir des « scolaires », les projections pour les classes du canton, auxquelles assistent quelque 10'000 élèves. Ce sont ces séances qui préparent le public de cinéphiles de demain, et plus largement, le public de la culture de demain. Elles sont donc d'une grande importance.

A part en assistant aux films, comment le public peut-il profiter du festival ?

Les opportunités sont nombreuses. Tout au long du festival, il y a des débats gratuits, des soirées spéciales ainsi que des expositions avec lesquelles le FIFF collabore. Cette an-

née, il y en a quatre, notamment une sur François Truffaut, qui est à Marly après être passée par Paris et São Paulo, ou une autre qui se retrouve à Fri-art après le MoMa de New York. Ces expositions ont commencé avant et perdurent après le festival.

Le thème de l'édition 2016 est « les femmes ». Quel est ton sentiment par rapport à ce choix ?

Je suis épatée du fait que le directeur artistique, Thierry Jobin, ait choisi ce thème. Cela fait vraiment plaisir qu'un homme défende la cause des femmes car quand il en parle, il est davantage écouté. Je suis particulièrement enthousiasmée par ce thème au vu de mon parcours professionnel, mais je suis tout d'abord aussi touchée simplement en tant que femme puisque, bien qu'elle soit dans la loi depuis des décennies, l'égalité n'existe pas dans les faits.

Et qu'en est-il de l'égalité dans le monde du cinéma ?

Elle n'existe pas. Pour preuve, il y a au programme toute une section sur l'actrice et réalisatrice Ida Lupino, qui a fait six films noirs sur des problématiques de femmes telles que le viol ou l'avortement. Après ces six films, Hollywood lui a interdit de faire d'autres films. Maintenant, il est difficile de trouver des copies de ses œuvres alors qu'il est facile de trouver des enregistrements de navets réalisés par des hommes. On voit ainsi la ségrégation qu'ont subie et que subissent les femmes, même dans le domaine cinématographique.

Et pourquoi avoir choisi de dénoncer ces inégalités ?

Avec ce thème, on met en avant le courage dont font preuve les femmes. Par exemple, il y a une section « être réalisatrice en Afrique » pour montrer que si être réalisateur en Afrique n'est déjà pas facile, être réalisatrice est encore bien plus difficile. En fait, le FIFF a toujours défendu les personnes qui doivent se

« Le FIFF a toujours défendu les personnes qui doivent se battre pour leur vie et, en cette année de jubilé, le festival est dédié à des personnes qui doivent se battre encore plus : les femmes ! »



battre pour leur vie et, en cette année de jubilé, le festival est dédié à des personnes qui doivent se battre encore plus : les femmes !

C'est donc vraiment l'entier du festival qui est dédié aux femmes et à la cause des femmes ?

Oui, il ne s'agit pas que d'une ou deux sections sur les femmes, ça, d'autres festivals et même le FIFF l'ont déjà fait. Pour l'édition 2016, c'est pratiquement 90 % du programme qui est constitué de films qui sont soit réalisés par des femmes, soit sur les femmes. Même le jury comprend 26 femmes sur 29 membres !

Pour terminer, peux-tu partager avec nous un souvenir particulier du FIFF ou un film qui t'a marquée ?

J'ai énormément de souvenirs liés au festival et j'ai des goûts très éclectiques. L'année dernière, j'ai beaucoup apprécié « Celestial Wives of the Meadow Mari » et cette année, c'est « Breathless time » qui m'a coupé le souffle !

Plus d'informations
www.fiff.ch

Pour une politique des âges et des générations

OUI, IL FAUDRA CONSOLIDER LE SYSTÈME DES RETRAITES. OUI, IL FAUDRA ASSURER LA PÉRENNITÉ DE L'AVS ET DU DEUXIÈME PILIER DANS UNE DÉMARCHE ENFIN PARTIELLEMENT COORDONNÉE. LES « VIEUX QUE NOUS SOMMES » NE VIVRONT PAS SEULEMENT DE SOUVENIRS, D'AMOUR ET D'EAU FRAÎCHE. CET ENJEU VA LÉGITIMEMENT OCCUPER LE DEVANT DE LA SCÈNE POLITIQUE PENDANT DE LONGS MOIS. L'ENGAGEMENT DU PLUS GRAND NOMBRE S'IMPOSE EN PARTICULIER EN RAISON DE L'IMPRESSONNANTE « COUCHE D'IGNORANCE » DANS LAQUELLE BAIGNE UNE PARTIE IMPORTANTE DE LA POPULATION.

Cette querelle sur les « sous » risque cependant de masquer de nombreuses dimensions de ce qui doit constituer une politique des âges et des générations. Les choses sont connues? Peut-être. Mais elles peuvent être si vite oubliées ou exclues du débat et de la décision. De quoi s'agit-il?

■ **Premier défi:** quel rôle vont assumer ces centaines de milliers de femmes et d'hommes arrivés à la retraite en relative bonne forme et compétents, pendant les quelque 25 années qui leur sont promises? Que faire de cette masse de savoir, de savoir-faire, d'élan vital, de « volonté de s'affirmer »?

■ **Deuxième défi:** il y a quelques décennies, on observait l'équation : vieux = pauvre. La situation s'est largement transformée. Aujourd'hui, les aîné-e-s sont loin d'être le groupe le plus exposé à la pauvreté ; ils maîtrisent une part considérable de la richesse nationale, quelle que soit l'inégalité bien connue de la répartition. Déjà, ils ont appris à partager dans la sphère familiale, parfois avec de pénibles crispations. La plupart, il est vrai, sont liées à l'incertitude du lendemain. Mais iront-ils au-delà dans l'exercice de la solidarité dite « sociale »?

■ **Troisième défi:** vivre longtemps c'est faire le lent apprentissage de la solitude. Celle-ci n'est pas uniquement la conséquence de la disparition ou de l'éloignement des autres. Elle est une réalité fort probable dans les sociétés marquées par la mobilité géographique, la mobilité professionnelle (des enfants et des petits-enfants), les aléas du mar-

« Les aînés ont des problèmes spécifiques qui doivent être traités au travers d'une < politique des âges et des générations > . »



ché du logement, les fragilités des couples et la fréquence des séparations, à tous les âges. La solitude non choisie est imposée à beaucoup de nos contemporains ; elle deviendra vite intolérable sans la mise en place d'une organisation sociale qui stimule les rencontres, les échanges, une vie de proximité, etc.

■ **Quatrième défi:** il faudra éloigner le spectre de la fin de vie menacée par la misère et l'abandon. Certes, la mort est au rendez-vous, elle ne saurait être assimilée à un abandon, beaucoup de choses sont faites pour garantir sa dignité selon des modalités qui peuvent être choisies. Mais, avant ce moment inéluctable, il ne faudrait pas que nos contemporains passent leur temps à avoir peur des malheurs qui n'arriveront pas. Nous baignons dans une culture qui distille une image erronée de la maladie, des épisodes de faiblesse au grand âge, des équipements et institutions disponibles, des systèmes de soins à domicile et des établissements médico-sociaux. Certes, de considérables améliorations s'imposent. Ce n'est pas une raison de laisser s'installer une peur généralisée qui est souvent un moyen cyniquement utilisé pour soutirer de l'argent et vendre n'importe quoi.

■ **Cinquième défi:** l'allongement de la vie est un cadeau conquis de haute lutte. Il est source de satisfac-

tions considérables, il est promesse de beaucoup de moments heureux. Il porte en lui, un risque sournois : l'émergence d'un fossé entre les générations. À la fois proches et distants nous risquons de ne plus nous comprendre en arrière-grands-parents et arrière-petits-enfants, comme aux étapes intermédiaires d'ailleurs. C'est la raison pour laquelle il est peu opportun de produire des « politiques de la vieillesse ». Bien sûr, les aîné-e-s ont des problèmes spécifiques, aucune raison de le nier ou de le minimiser ; ceux-ci gagnent cependant à être envisagés et traités au sein de ce que nous préférons appeler une « politique des âges et des générations ».

Jean-Pierre Fragnière

CV EXPRESS

Né en 1944, à Veysonnaz (VS), Jean-Pierre Fragnière est licencié en théologie de l'Université de Fribourg, licencié en sociologie de l'Université de Genève et docteur en sciences sociales et pédagogiques de l'Université de Lausanne. Il a enseigné la sociologie et la politique sociale à l'EESP (Lausanne) et aux universités de Genève et de Neuchâtel. Il a assuré pendant 12 ans la direction scientifique de l'Institut Universitaire Âges et Générations (INAG). Publications et informations sur www.jpfragniere.ch



De la lenteur à la régression

LE CONSEIL FÉDÉRAL A DÉCIDÉ DE COUPER DANS LES MONTANTS ALLOUÉS À L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT, ET CE MALGRÉ LE FAIT QUE LES OBJECTIFS NE SOIENT TOUJOURS PAS ATTEINTS ET QUE LA SUISSE SE SOIT ENGAGÉE DANS UN PROGRAMME MONDIAL DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ.

0,7 %, une solidarité qui vient de loin

En 1958, le Conseil oecuménique des Églises appelait les pays industrialisés à affecter le 1% de leur revenu à la coopération au développement. Dix ans après, en 1968, les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE adoptaient cet objectif. C'est dans ce contexte que fut proposé l'objectif d'une aide publique au développement (APD) de 0,7% du revenu national brut (RNB) pour les pays industrialisés. En octobre 1970, l'Assemblée générale de l'ONU fit sien cet objectif. Il fut atteint en premier par la Suède en 1974, puis par les Pays-Bas, la Norvège et le Danemark. En 2000, le Luxembourg, place financière européenne au PIB par habitant comparable à celui de la Suisse, atteignait cet objectif avant de le dépasser largement.

L'espoir d'un compromis à 0,5 %

En 2008, l'aide au développement helvétique stagnait à 0,4% du RNB. La Suisse avait pourtant confirmé avec la communauté internationale dans les « Objectifs du millénaire pour le développement » (OMD) l'objectif de 0,7%. Les œuvres d'entraide, avec un large soutien de la société civile, déposèrent donc une pétition munie de 200 000 signatures exigeant que la Suisse tienne cette promesse. Dans la foulée, le parlement adopta en octobre 2011 l'objectif du 0,5% pour 2015, passant ainsi outre l'obstinée résistance du conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz. L'année suivante, les crédits-cadre pour la période 2013-



Carlo Sommaruga,
conseiller national (GE)

« C'est la lutte contre la pauvreté qui est politiquement et durablement affectée. »

2016 furent acceptés. Au cours de la dernière législature, nombreuses furent les tentatives bourgeoises et nationalistes infructueuses de remettre en cause les engagements pris.

Une aide réelle à ...0,4 %

En 2014, soit une année avant la date cible, les statistiques officielles attestaient que la Suisse atteignait enfin le 0,5%, avec 3,2 milliards de francs comptabilisés pour l'APD. On s'en est réjoui, mais un peu vite. En réalité, la Suisse patauge dans un gigantesque trompe-l'œil politique et statistique. En effet, en 2014, les montants effectivement affectés à la coopération au développement se sont élevés à 2,5 milliards de francs, soit un très modeste 0,4%. Cette incroyable différence de 20% s'explique par la prise en compte dans le calcul de l'APD – malheureusement admise par les normes de l'OCDE – des frais de prise en charge des requérant-e-s d'asile la première année, de l'aide au retour, de la promotion de la paix ou encore des engagements internationaux pour le climat.

Finalement des coupes !

Dans le budget 2016, le Conseil fédéral a coupé l'aide au développement de 115 millions de francs. Dans son « Message sur la coopération internationale 2017-2020 », il en opère encore d'autres. Ainsi, les crédits-cadres pour l'aide humanitaire et la coopération économique vont dépasser en 2017 le niveau de 2015, mais des économies massives ont lieu dans la coopération au développement bilatérale. Même en 2020,

celle-ci n'atteindra pas le niveau de 2015. Au surplus, on introduit la perméabilité entre les divers fonds. Au mieux, selon le Conseil fédéral lui-même, l'APD ne dépassera pas les 0,48% sur les quatre années concernées. Cela représente une régression importante si l'on tient compte, au vu de la crise actuelle en Syrie, de l'augmentation constante des coûts liés à l'asile et intégrés dans le calcul de l'APD. L'absence d'engagement du chef du DFAE pour la coopération au développement et l'abandon du seuil symbolique du 0,5% du RNB par le Conseil fédéral sont des signaux terribles. Ils dynamitent la majorité pour le développement, patiemment construite lors des deux dernières législatures, et légitiment le discours réactionnaire qui aujourd'hui exige en Commission des finances que l'APD soit réduite à 0,4%, voire à 0,3% du RNB.

Et l'Agenda 2030 ?

Au-delà des chiffres, c'est la lutte contre la pauvreté, pourtant au centre de la coopération au développement de la Suisse, qui est politiquement et durablement affectée. Et cela au moment où la Suisse s'est engagée avec la communauté internationale pour l'Agenda 2030 sur les Objectifs du développement durable (ODD). Or, le premier des 17 objectifs est celui de l'éradication de la pauvreté d'ici 2030. Les coupes du Conseil fédéral sont de très mauvais augure pour les plus pauvres de cette planète et pour la cohérence des politiques que notre pays devra mettre en œuvre ces prochaines années.

Mieux avec moins ? Un discours idéologique dangereux pour la Suisse !

Tout le monde se plaint de la désindustrialisation en Suisse, et tous les partis proposent des recettes variées pour y remédier. Ces recettes perdent toute crédibilité lorsque la même droite dure

■ s'oppose idéologiquement à toute intervention de l'Etat pour renforcer la place industrielle suisse,

■ torpille un de nos principaux atouts en demandant de réduire annuellement les dépenses pour la recherche, qui constitue notre principal facteur de création d'emplois industriels à haute plus-value

■ et met ensuite en exergue la migration comme cause du manque d'emplois pour cacher sa propre politique de sabotage du pays aux fins de propagande partisane.

Les cantons ont coupé près de 500 millions de francs dans leurs budgets de formation. La Confédération s'apprête à aller dans le même sens en stoppant la croissance de ses crédits à la formation, la recherche et l'innovation. Dans de nombreux médias, des idéologues au service des baisses d'impôts pour les plus aisés sont venus expliquer qu'il fallait simplement faire mieux avec moins, idéalissant au passage la formation duale – à laquelle nous tenons tous – pour se plaindre du « nombre excessif d'académiciens en Suisse ». Ce discours est non seulement hors réalité, mais aussi et surtout dangereux pour l'avenir de notre pays. En effet, à l'heure où tout le monde parle de désindustrialisation, il sied de rappeler que l'avenir industriel suisse existe, mais qu'il réside essentiellement dans les secteurs à haute plus-value, nos hauts salaires rendant peu concurrentielle toute production de masse. Dans l'évolution très rapide de marchés aux dimensions planétaires, cela présuppose impérativement de rester à la pointe de la recherche et de l'innovation. Nous n'avons certainement pas besoin de la meilleure armée du monde, mais nous devons rester dans les meilleurs en ce qui concerne la recherche



Jean-François Steiert,
conseiller national (FR)

« Certains pays concurrents ont doublé en peu d'années la part de leur PIB consacrée à ce secteur. »



et l'innovation. Dans ce contexte, la droite dure a une attitude irresponsable, tout en ergotant sur 1 ou 2% de croissance supplémentaire des dépenses de recherche alors que, dans le même temps, certains pays concurrents ont doublé en peu d'années la part de leur PIB consacrée à ce secteur. Elle s'attaque ainsi à la seule vraie richesse de notre pays !

La Suisse en perte de vitesse face à ses principaux concurrents

La recherche et l'innovation, ainsi que la mise en œuvre de cette dernière avec les emplois qui en découlent dans des processus industriels, se développent dans une logique de forte concurrence, marquée ces dernières années par l'émergence de nouveaux acteurs forts, notamment en Asie. On voit ainsi apparaître la Chine, la Corée et d'autres Etats d'Asie orientale dans le peloton de tête des pays qui augmentent le plus rapidement leurs investissements dans la recherche technologique. Leurs stratégies impliquent aussi le rachat systématique, dans des secteurs considérés comme essentiels pour l'avenir industriel, de savoirs développés dans des centres de recherche d'Europe et des Etats-Unis, mais également

d'entreprises disposant d'outils de recherche à la pointe internationale. Le cas de l'entreprise Syngenta, dont la valeur de l'investissement par les Chinois est surtout attribuable à ses capacités de recherche, démontre d'une part que nous disposons dans notre pays d'une capacité d'innovation importante et, d'autre part, que nous sommes en train d'en perdre la propriété – et donc aussi le contrôle à long terme. Si cette capacité d'innovation devait disparaître ou nous échapper, la désindustrialisation de la Suisse et l'affaiblissement économique durable du pays vont se poursuivre. Il y a de quoi s'inquiéter, tant pour la place industrielle suisse, livrée à elle-même y compris par certains de ses patrons qui préfèrent délocaliser ou fermer plutôt que d'accepter l'Etat, que pour la place de la recherche et de l'innovation. Il faut beaucoup plus de temps pour retrouver une place à la pointe de la recherche et de l'innovation au niveau international, avec les emplois et la prospérité qui en découlent, que pour la perdre.

On peut certainement toujours faire mieux que ce que l'on fait déjà, et cela vaut aussi pour le domaine de la formation et de la recherche. Mais ce n'est pas en coupant dans notre principale source de prospérité que nous allons résister à la concurrence de pays aux capacités économiques beaucoup plus solides qui, eux, ont compris l'importance du passage progressif des productions de masse aux productions de pointe pour l'avenir de leur tissu industriel.



Il faut protéger les femmes réfugiées !

LES FEMMES CONTRAINTES DE FUIR SONT DAVANTAGE EXPOSÉES À LA VIOLENCE ET PAS SEULEMENT PARCE QU'ELLES SONT EN ROUTE.

La moitié au moins de tous les réfugiés sont des femmes et des enfants. Tout comme les hommes, les femmes fuient la guerre et les persécutions motivées, par exemple, par leur appartenance à une minorité ethnique et religieuse ou à leur engagement politique. Mais elles fuient aussi pour des raisons liées à leur sexe, tel le harcèlement qu'elles subissent pour ne pas s'être pliées aux usages et à la morale en vigueur. La violence que les femmes endurent au sein de leur famille et de leur société peut aussi les pousser à fuir si l'Etat ne la combat pas avec une efficacité suffisante. La fuite ne parvient hélas pas toujours à faire cesser la violence. Alors que leurs structures communautaires et familiales se sont écroulées, les réfugiées courent un risque accru d'être victimes de discrimination et de violence sexuelle dans le premier pays d'accueil. Lorsque même l'essentiel fait défaut, elles sont souvent obligées de se prostituer ou de se marier afin de survivre.

Pour des mesures de protection

La violence n'épargne pas les femmes en fuite. Les récits de réfugiées victimes d'agressions sexuelles sont foison : dans les prisons ou les

camions, lorsqu'elles se rendent aux toilettes ou paient une énième fois le passeur. Les formes les plus terribles de la traite humaine sont récurrentes : des femmes et des hommes sont kidnappés, réduits à l'esclavage, torturés ou assassinés. Dans les camps et les autres logements provisoires, la promiscuité favorise les agressions. Le HCR a récemment attiré l'attention sur le fait que les réfugiées sont victimes d'agressions sexuelles même en Europe. Or, nous pouvons et devons prévenir ce type de violence. Il importe avant tout de mettre en place des structures d'accueil sûres. Couvrir les besoins d'un grand nombre de réfugiés et de migrants représente certes un défi énorme. Il faut néanmoins accorder la priorité à la protection contre les agressions sexuelles.

Créer des moyens d'admission légale

Malgré des conditions précaires, les femmes sont contraintes de rester dans le premier pays qu'elles atteignent durant leur fuite, le plus souvent un pays voisin. Les causes de cette situation sont multiples : les dangers d'une fuite vers l'Europe (qui s'avère impossible avec de jeunes enfants ou des parents

impotents), la répartition traditionnelle des rôles entre les sexes et l'idée que les hommes ont davantage de chances de s'établir dans le pays d'accueil. Il importe donc de trouver des solutions afin de permettre aux femmes et à toutes les personnes ayant des besoins particuliers de venir en Europe. Parmi ces moyens, mentionnons le programme de réinstallation du HCR : en collaboration avec les Etats, le commissariat identifie les réfugiés particulièrement vulnérables dans les camps et les envoie directement vers le pays d'accueil, du Liban en Suisse par exemple. En Suisse, il importe de tenir compte de la situation particulière des réfugiées, d'admettre qu'elles ont leurs propres raisons de fuir. Il faut assurer un traitement médical et, le cas échéant, un soutien psychologique aux personnes traumatisées par des actes de violence sexuelle par exemple. L'intégration exige aussi des mesures spécifiques, telle la prise en charge des enfants. Car une femme ne peut pas suivre des cours de langue pendant qu'elle s'occupe de sa famille.

Article paru dans Solidarité, le magazine de Solidar Suisse, édition de février 2016



Anja Klug, directrice du HCR pour la Suisse et le Liechtenstein

« Il faut admettre que les femmes ont leurs propres raisons de fuir. »

L'antenne bruxelloise

L'Antenne bruxelloise du PS International a été fondée en avril 2015 et officiellement constituée lors de son Assemblée générale de février 2016. Elle veut être un canal entre le socialisme suisse, la Belgique et Bruxelles. Elle se concentre sur trois priorités. Elle donne une meilleure voix aux Suissesses et Suisses résidant en Belgique. Elle met en avant, au niveau politique, les valeurs socialistes dans la relation entre la Suisse et l'Union Européenne. Elle renforce ses liens

avec les partis et groupements de la famille socialiste présents sur la place politico-diplomatique bruxelloise.

L'adoption de statuts et l'élection d'un Comité, présidé par Laura Gies et composé de Gilles Dubochet, Audrey Grandjean, David Monico et Martin Müller, renforcent la structure de l'antenne. Néanmoins, ses membres, militant-e-s d'horizons divers, n'avaient pas attendu cela pour faire vivre l'antenne. C'est dans le cadre de la campagne des élec-

tions fédérales, en septembre 2015, que l'antenne avait organisé son premier événement électoral au cœur du quartier européen de Bruxelles. Sur le thème « Comment la Suisse peut-elle rester européenne? », Tim Guldemann, qui était candidat PS « international » au Conseil national et est aujourd'hui élu à la Chambre du peuple, a débattu avec Mercedes Bresso, députée au Parlement européen, et François Baur, représentant Économie Suisse à Bruxelles.



Les membres du PS résidant temporairement ou durablement en dehors de la Suisse sont regroupés dans la section internationale du PS Suisse (PS international). Durant ces dernières années, le PS international a tissé dans le monde entier un réseau composé de cinq antennes et de plus de vingt personnes de contact. A l'occasion des élections fédérales de 2015, ces dernières ont distribué plus de 8000 flyers aux Suissesses et Suisses de l'étranger. Cet engagement a été payant puisque le PS a obtenu 22 % des suffrages de cette « cinquième » Suisse, devançant ainsi l'UDC (21,2 %) et améliorant son résultat de 2011 (+ 1,5 %). L'élection de Tim Guldemann (Berlin) comme premier Suisse de l'étranger au Conseil national fut un événement important permettant d'améliorer l'attractivité et la visibilité du PS international, dont le nombre de membres a doublé depuis 2012. La prochaine Assemblée générale annuelle du PS international se tiendra en marge de l'Assemblée des délégué-e-s du PS à la Chaux-de-Fonds le 16 avril 2016. Contact : peter.hug@pssuisse.ch



C'est aussi un lieu de bouillonnement politique et intellectuel pour les acteurs de la famille socialiste.

Les suites de la votation du 9 février 2014 sur l'initiative « Contre l'immigration de masse » rappellent les effets délétères qu'ont les populismes sécuritaires et économiques, ainsi que l'importance de débattre, entre socialistes européens, des valeurs que nous partageons. L'antenne peut aider à ouvrir de nouveaux espaces de dialogues. J'aime donner l'exemple de l'événement que nous avons organisé en septembre. Pour Mercedes, qui siège pourtant dans la commission du parlement européen responsable de la relation Suisse-UE, le débat avec notre camarade Tim était une première!

L'engagement du PS pour une meilleure écoute des Suissesses et

LAURA GIES

présidente de l'Antenne, s'est prêtée au jeu des questions-réponses.

Suisses de l'étranger vous semble-t-il aller dans la bonne direction ?

Absolument ! D'ailleurs, l'élection de Tim, le premier Suisse de l'étranger élu au Conseil national, est un signal fort pour la cinquième Suisse. Dans un pays où la proportion de citoyens vivant à l'étranger est l'une des plus élevées, il est important de rappeler que l'engagement citoyen ne s'arrête pas au passage de la frontière.

Il reste important que les Suissesses et Suisses de l'étranger soient mieux organisés pour que leur voix soit audible. La création d'antennes va dans la bonne direction car elle donne aux militant-e-s de vraies structures pour s'engager. À long terme, néanmoins, il faudra se pencher sur certains éléments du système politique suisse qui pénalisent les citoyen-ne-s de l'étranger.

Quelle est la particularité de l'antenne du PS Suisse à Bruxelles ?

La particularité de notre antenne est de créer un lien avec la capitale européenne. Bruxelles est le cœur de l'UE, mais aussi d'un espace social, politique, culturel et économique auquel la Suisse est intimement liée.

Le féminisme et les hommes

ON A TENDANCE À PENSER QUE LE FÉMINISME EST UN MOUVEMENT MILITANT QUI NE CONCERNE QUE LES FEMMES. ET PAR LÀ QUE LES HOMMES QUI OSENT SE DIRE FÉMINISTES LE FONT PAR SOLIDARITÉ UNIQUEMENT, SANS VRAIMENT Y ADHÉRER. CERTAINES VOIX SE PRONONCENT AUSSI POUR QUE LE FÉMINISME RESTE « AUX MAINS » DES FEMMES. POURTANT, C'EST UNE RÉALITÉ : AUJOURD'HUI, NOMBREUX SONT LES HOMMES QUI SE SENTENT CONCERNÉS ET S'ENGAGENT POUR LES QUESTIONS D'ÉGALITÉ. LA CAMPAGNE DE L'ONU FEMMES « HE FOR SHE » (LUI POUR ELLE) EN EST UN EXEMPLE.

Dans ses débuts, le féminisme était avant tout un combat mené par les femmes pour lutter contre les discriminations dont elles étaient (et sont encore) victimes. Cela semblait donc normal que ce mouvement soit porté majoritairement par les femmes. Mais à notre époque, est-ce toujours aussi normal ? La nécessité du féminisme en soi ne peut pas être remise en question : les nombreuses inégalités et discriminations que subissent les femmes, y compris dans les pays dit développés, en sont la preuve. Mais ces inégalités ne nuisent pas qu'aux femmes, l'égalité des sexes est une question qui touche la société dans son ensemble – politiquement, économiquement et socialement. Les hommes comme les femmes sont enfermés dans des rôles définis, et subissent les conséquences des stéréotypes liés au genre.

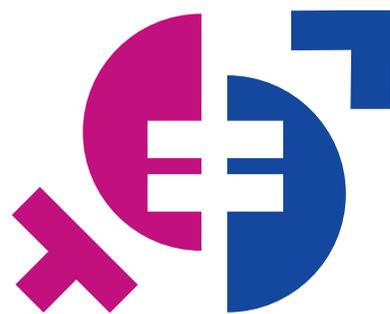
Partant du principe que l'égalité concerne tout le monde, des campagnes telles que « He for She » de



Anita Balz, secrétaire centrale des Femmes socialistes suisses

l'ONU Femmes cherchent à sensibiliser et impliquer activement les hommes et les garçons, afin qu'ils prennent conscience de la nécessité de soutenir le mouvement. Toutefois, il s'agit aussi et surtout d'élargir le champ d'action de ce mouvement qui a initialement été conçu comme une lutte par des femmes pour les femmes, et qui prend encore aujourd'hui principalement des mesures contre les inégalités rencontrées par les femmes et les filles, ignorant les problèmes qui touchent les hommes et les garçons.

Plus proche de nous, un groupe interpartis d'hommes parlementaires a lancé, sous l'impulsion de Mathias Reynard, conseiller national socialiste (VS), un appel et un manifeste visant à réaliser enfin l'égalité salariale. Celui-ci a presque franchi la barre des 2000 signataires en quelques jours à peine. A votre tour de signer et faire signer cet appel !



Il semble clair que pour que l'égalité entre hommes et femmes devienne enfin une réalité sociale, l'engagement de chacune et chacun est désormais nécessaire. Lui pour elle, mais surtout nous pour nous.

Plus d'informations
Appel pour l'égalité salariale :
www.appel-egalite-salariale.ch

Campagne « He For She »
www.heforshe.org

LE RÉSULTAT

Le 24 janvier, Marcelo Rebelo de Sousa a été élu au suffrage universel comme président de la République portugaise. Avec 52 % des votes, il s'est imposé face à neuf autres candidates et candidats. Le nouveau président, professeur de droit et journaliste politique populaire, est membre du parti social-démocrate, une formation de centre-droit. Il s'est cependant présenté comme indépendant et a refusé les dons des entreprises pour sa campagne. Cette élection a eu lieu trois mois après les législatives du 4 octobre 2015 qui avaient constitué l'Assemblée de la République, l'unique chambre du parlement portugais. La gauche lusitanienne, jusqu'alors

divisée, avait conclu un accord historique pour obtenir une majorité. Ainsi, le Parti socialiste, le bloc de gauche (BE) et coalition démocratique unitaire constituée du Parti Communiste (PCP) et des Verts (PEV) avaient réussi à renverser le gouvernement de droite et à en former un autre avec à sa tête, comme premier ministre, le socialiste Antonio Costa. Ce sont donc de Sousa et Costa qui devront travailler ensemble pour maintenir le pays hors de la crise et sortir de quatre terribles années d'austérité. Les deux hommes étant peu dogmatiques, leur collaboration devrait être positive. Si tel n'est pas le cas, le président a le pouvoir de dissoudre l'Assemblée de la République.

CANDIDAT	PARTIS	PREMIER TOUR
Marcelo Rebelo de Sousa	Parti social-démocrate	51,99 %
António Sampaio da Nóvoa	Indépendant, soutenu par le PCTP/MRPP et LIBRE	22,90 %
Marisa Matias	Mouvement socialiste alternatif/Bloc de gauche	10,13 %

LA STATISTIQUE

44%

L'office fédéral de la statistique (OFS) a édité une étude sur la violence des jeunes et son évolution entre 2009 et 2014. Ainsi, alors que 4386 jeunes entre 10 et 17 ans étaient prévenus d'une infraction de violence en 2009, les différentes polices cantonales en dénombrent 2466 en 2014. La baisse très marquée se chiffre ainsi à hauteur de 44 % (soit 1920 jeunes prévenus en moins). Cette tendance est constante depuis maintenant cinq années consécutives, avec une baisse de 500 jeunes prévenus année après année. Alors que la violence chez les jeunes est souvent décriée et médiatisée, voire récupérée par certains, n'oublions pas de rappeler également les chiffres lorsque ceux-ci vont dans le bon sens.

Droit individuel du travail / module 3a

Une très bonne connaissance du droit suisse du travail est nécessaire aux syndicalistes qui assument des permanences juridiques, gèrent des dossiers individuels et traitent les litiges, assistant les membres parfois jusqu'aux prud'hommes ...

Ce séminaire de 4 jours permettra de passer en revue le dispositif législatif, puis de traiter plus particulièrement du CO et de la LEg, en s'exerçant par petits groupes à la résolution de nombreux cas juridiques.

A l'issue du cours, chaque participant-e pourra choisir un cas individuel, préparer un dossier et le présenter en supervision à un avocat spécialisé.

Objectifs : Les participant-e-s seront en mesure de

- distinguer, comprendre et évaluer les sources juridiques du droit individuel du travail (CO, LTr, LEg, etc.)
- utiliser les textes légaux pour conseiller les membres lors de conflits de travail et pour contrôler le contenu d'un contrat de travail
- résoudre et/ou défendre des cas simples aux Prud'hommes

Contenu Droit du travail vu sous l'angle de la protection des travailleurs ; lacunes du droit ; principes fondamentaux du droit du travail : CO, contrat individuel ; Loi sur le travail ; Loi sur l'égalité ; fonctionnement des Prud'hommes; études de cas juridiques

Intervenants Christian Bruchez (Avocat, spécialiste FSA droit du travail), Jean Christophe Schwaab (Dr.en droit, conseiller national, président romand ASEB)

Dates et Lieu 13-14.04.2016 et 26-27.05.2016 à Morges, Hôtel La Longeraie

Durée 4 jours (avec 2 nuitées) + 1 supervision

Frais de cours, + d'alimentation et nuitées pour le personnel des syndicats affiliés à Movendo

Fr. 1'650.00
+Fr. 740.00
(Pris en charge par le syndicat concerné)

Frais de cours pour autre personne intéressée +Alimentation et nuitées

Fr. 2'475.00
+ Fr. 740.00

Inscription (Clôture des inscriptions 4 semaines avant le cours)

Droit individuel du travail / module 3a | Référence: F3.2.1601

Si la formation est avec nuitée, nous vous réservons une chambre simple : Oui Je ne souhaite pas d'hébergement

Mme M.

Nom Prénom

Profession Rue

Code postal Lieu

Tél. privé Tél. professionnel

Tél. mobile E-mail

Date de naissance Employeur

Je suis membre d'un syndicat, si oui, lequel? Carte de membre n°

Je remplis une fonction dans mon syndicat: Oui, je suis membre de: Représ. du personnel Comité Autre

Date et signature